Daniel Bensaïd

Espagne

Escucha, Juan, el pueblo esta en lucha…

[Écoute, Juan, le peuple est en lutte…]

Mercredi matin, la grande majorité des 200 000 métallos madrilènes était toujours lockoutée, les employés des postes et des chemins de fer militarisés. Dans le Bas Llobregat, près de Barcelone, la grève touchait 113 entreprises. Si les travailleurs, de la Fasa-Renault de Valladolid, en grève lundi, avaient repris, les 12 000 mineurs du bassin Hunosa, dans les Asturies, poursuivaient leur mouvement.
À Pampelune, paralysée mardi par des débrayages généralisés, plusieurs entreprises restaient en grève. Dans tout le pays, les débrayages, les assemblées continuent dans les banques, les chantiers, les hôpitaux : pas une journée sans que des milliers d'ouvriers et d'employés s'enferment sur leurs lieux de travail ou, s'ils en sont chassés, dans les églises…

Le dégel à peine amorcé, les travailleurs forcent l'allure ; ils n'ont que trop attendu. L'effervescence, les indices de changement sont partout : ils affleurent dans les comptes rendus des journaux, dans le ton des informations télévisées.

Près de Barcelone, le maire de Martorell a autorisé dimanche l'installation sur la place publique de tables où l'on signe des pétitions en faveur de l'amnistie. À partir de vendredi, trois soirs d'affilée, le récital de Lluis Llach a fait salle comble : trois fois neuf mille personnes ! Dans le quartier madrilène de Tetuan, quelques centaines de manifestants ont occupé le local du syndicat vertical et l'ont rebaptisé Maison du peuple, comme avant la guerre civile. Deux mille ouvriers métallurgistes licenciés depuis 1969 pour raisons syndicales ou politiques se présentent aux portes de leurs anciennes usines avec des pancartes exigeant leur réembauchage ; ceux de Pegaso ont réclamé la réadmission d'Antonio Duran, toujours emprisonné avec Eva Forest.

Dans les facultés, conférences et séminaires se multiplient. La manifestation qui s'est tenue à Valence, vendredi dernier, en faveur de l'amnistie permet à elle seule de se faire une idée de l'ampleur du mouvement qui secoue actuellement le pays : dans une ville qui n'a pas la réputation d'avoir été ces dernières années à la pointe des luttes, on évalue entre 25 000 et 30 000 le nombre des participants.

Le premier assaut

Le délai d'expectative dont pouvait bénéficier le premier gouvernement de Juan Carlos aura donc été des plus brefs. Les journées d'action du 11 et du 16 décembre ont permis de rassembler les forces, de les passer en revue. Et déjà, un mois à peine après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement Arias, sonne l'heure du premier bras de fer entre la classe ouvrière et le pouvoir.

Les ministres accusent les grèves d'être politiques, Elles le sont dans la mesure même où elles s'attaquent au décret gouvernemental de blocage des salaires et dans la mesure où elles joignent aux revendications salariales, celle de l'amnistie générale et immédiate. Les travailleurs de Navarre qui étaient en lutte mardi réclamaient 30 % d'augmentation salariale ; pour préparer cette journée de lutte, plus de 8 000 personnes s'étaient assemblées vendredi et samedi dans la cathédrale de Pampelune. Aux revendications salariales s'ajoutent désormais les questions brûlantes de l'emploi. À Barcelone, à Madrid, à Valence, ont déjà eu lieu des réunions et des manifestations de plusieurs centaines, voire de plus d'un millier de chômeurs. À Mondragon, les 70 travailleurs licenciés d'une petite entreprise ont obtenu du maire de pouvoir se réunir tous les deux jours sur la place du Peuple. Au bout de quelques jours, plus de 4 000 travailleurs s'agglutinaient à eux, donnant à la lutte une tout autre dimension.

Quant à la revendication de l'amnistie, elle donne lieu à une intense circulation de pétitions et à une spectaculaire multiplication de réunions de quartiers ou de villages. Mais au-delà du mot d'ordre commun de l'amnistie, ces réunions offrent l'occasion d'en confronter les différentes conceptions : à l'initiative des familles d'emprisonnés, plus de 400 personnes se sont réunies à Eibar pour débattre de l'amnistie, la liant étroitement à la revendication de dissolution des corps répressifs et à l'exigence d'un châtiment pour les crimes franquistes.

En quinze jours, la situation s'est qualitativement transformée. L'entrée en lutte généralisée du prolétariat madrilène mobilise les gros bastions de la classe ouvrière et contribue à réduire les inégalités d'expérience et de combativité à l'échelle du pays. Pourtant, ce premier assaut, qui constituera aussi un test, se trouve aujourd'hui à un tournant. D'un côté, gouvernement et patronat entendent garder la situation en main, en prenant au besoin des mesures énergiques. C'est ce qu'ils ont fait avec le lock-out et la militarisation. D'un autre côté, le ministère de l'Économie a préparé un plan inflationniste de relance qui devrait permettre à certains patrons, dans les

branches les plus dynamiques, de concéder des augmentations visant à acheter la paix sociale dans leurs entreprises.

Voilà plus de cinq semaines que les travailleurs de Standard-ITT, fer de lance du mouvement madrilène sont en grève et lock-outés. Si la mobilisation reste dispersée, elle encourt désormais un grand risque d'usure et de division. Déjà, à la fin de la semaine passée, les dirigeants de la lutte l'avaient senti, lorsqu'ils avaient tenté de mettre sur pied une coordination locale de toutes les entreprises en lutte, sorte de comité central de grève groupant des responsables de commissions ouvrières, des délégués syndicaux (*enlaces*) et des délégués d'organismes de lutte. C'est une des premières réunions de cette assemblée que la police est parvenue à arrêter, handicapant sérieusement cette tentative de centralisation. Pourtant, en ce qui concerne les mots d'ordre et les revendications, les bases d'une telle centralisation existent, qu'il s'agisse des augmentations de salaire, du droit à la sécurité sociale, de l'exigence des quarante heures. Elles existent aussi en ce qui concerne les préalables à toute reprise du travail : à savoir l'annulation des sanctions, la libération des détenus, la réintégration des licenciés. Sur de telles bases, le prolétariat de la capitale, coordonné par un comité de grève, pourrait éviter les reculades dispersées et opposer un front commun, uni, aux manœuvres patronales et gouvernementales. Il pourrait en outre renforcer le soutien d'une population qui sympathise massivement avec ses luttes. Les employés du métro, en prévision d'un possible redémarrage de leur grève, ont renoué, pour constituer un fond de grève, avec une expérience de 1970 : ils demandent aux usagers de payer leur transport mais de ne pas prendre leur billet afin que le prix puisse en être recueilli sans que les guichetiers soient en faute professionnelle.

Entre la dictature réformée et la démocratie en tutelle

Quelle que soit l'issue de cette lutte, les plans du gouvernement sont d'ores et déjà quelque peu bousculés. Il s'était engagé dans une ouverture à pas de tortue. La question se pose désormais de savoir si, face aux mobilisations, le dernier carré du bunker peut faire préva-

Mardi Madrid…

La Junte démocratique, la Plate-forme de convergence démocratique, tous les groupes d'extrême gauche avaient appelé pour mardi 20 à 20 heures, à manifester Plaza Colon, devant la présidence en faveur de l'amnistie.

Dès 17 heures, les abords de la place étaient occupés par la police à cheval ; à chaque coin de rue, sur un vaste périmètre, des petits groupes de policiers prenaient position. Des renforts avaient été acheminés de province : de mémoire de Madrilène, un bouclage rarement vu, et pourtant, on en a vu…

Enfin, deux lignes de métro avaient été fermées.

À partir de 19 heures, des trognes insolites commençaient à surgir des bouches de métro encore ouvertes, flânant sur le grand axe de l'avenue Castellana et du Paseo Calvo Sotelo, entre la Plaza Colon et la Plaza Cybèles, se mêlant aux employés de banques en costumes. Mais ici n'étaient venus que les isolés. Les autres, ceux des entreprises et des quartiers s'étaient regroupés loin du centre ; à Standard le matin même 6 000 grévistes avaient voté à la quasi-unanimité la participation à la manif. Ils vinrent donc par groupes compacts, des quartiers populaires de Villaverde, de Getafe, de Tetuan, surgissant ici et là par concentrations de quelques centaines, de 5 000 et jusqu'à 8 000. Au total ? Difficile à dire, peut-être 40 000, peut-être 50 000, pour l'amnistie, la liberté et contre le blocage des salaires ; quelques cortèges réclamaient la dissolution des corps répressifs. Dès qu'un cortège grossissait, la police chargeait et lançait ses grenades lacrymogènes. Impossible dans ces conditions d'évaluer précisément les effectifs de cette manifestation mouvante et fractionnée.

Il est certain qu'elle représente un succès important dans la mesure où des milliers de travailleurs, parmi lesquels ceux qui n'avaient guère bougé en septembre, lors des exécutions, ont dépassé le cadre de leur lutte revendicative pour se joindre à une mobilisation politique centrale.

Mais il est tout aussi certain que la sensibilisation et la mobilisation étaient suffisantes pour atteindre un meilleur résultat. Il eut été particulièrement important que ces dizaines de milliers réussissent à se joindre, à prendre la mesure de leurs forces. Appeler à Colon avait un sens politique indéniable, mais le bouclage était prévisible et, dans ces conditions, le PCE, implanté comme il l'est à Madrid pouvait à coup sûr, s'il l'avait voulu, se donner les moyens d'une concentration générale hors du périmètre pourri avant de marcher sur le centre.

loir ses positions et imposer une marche arrière. Un journaliste avisé a écrit dans la presse espagnole : « ce gouvernement va à bicyclette. S'il s'arrête, il tombe. »

De fait, les mesures répressives prises contre les grévistes ne réussissent guère à les intimider. En revanche, elles mettent à nu les contradictions, de la « *dictablanda* » (la « dictamolle »). À Madrid. on arrête par dizaines les dirigeants de commissions ouvrières ou des élus syndicaux, mais on les relâche et ils viennent rendre compte en assemblée générale de leur détention, contribuant à lier encore davantage les revendications à l'exigence des libertés démocratiques.

La bourgeoisie la plus éclairée comprend les périls de la situation. Elle veut des canaux légaux de négociation avec le mouvement ouvrier, pour tenter de désamorcer la crise révolutionnaire qui se profile. Mais elle ne peut guère se passer du gouvernement actuel fruit d'un délicat compromis entre diverses fractions. Le banquier catalan Jordi Pujol a clairement exprimé cette contradiction : il s'agit pour lui de faire pression sur le gouvernement pour accélérer l'ouverture, mais en aucune manière de le mettre en question ou de précipiter sa chute.

Pour l'heure, le gouvernement, réuni jeudi dernier en session extraordinaire, a décidé d'ajourner les élections aux Cortès. Il cherche ainsi à retarder des élections qui, dans le cadre maintenu des institutions franquistes, renouvelleraient pour quatre ans la « légitimité » d'une assemblée bleu azur, bastion du conservatisme et conserve la possibilité d'agir par décrets-lois et peut-être de recourir à un référendum constitutionnel.

Du point de vue de la bourgeoisie, c'est dans l'immédiat la solution la plus raisonnable, tandis, qu'elle s'affaire parallèlement à s'assurer du soutien financier du capital européen. Raisonnable, mais précaire : un nouveau pas en avant du mouvement de masse, dans le sens de son unification et de sa centralisation, pour-

Les travailleurs de Standard contre ITT

Standard, entreprise du groupe ITT, compte 20 000 personnes. Les salaires y sont bas : 13 400 pesetas pour un OS (ils sont près de 10 000). Des vagues de licenciements en 1967, 1970, 1971 et 1973. Aussi les travailleurs ont-ils élaboré un contre-projet réclamant des salaires de 25 000 pesetas net, 30 jours de congé, la semaine de 40 heures, le 100 % pour la retraite, la réembauche des licenciés… revendications générales de tous les métallos madrilènes.

Standard, c'est aussi 4 200 millions de pesetas de bénéfice en 1974 (1re place de ce point de vue) et une position de privilège sur le marché renforcée par ses liens avec ITT.

Des négociations-test

La publication en novembre par le gouvernement du décret instituant le gel des salaires a entraîné une réaction immédiate des travailleurs qui décident de mener la lutte autour de leur anti-projet. Dès lors, les négociations prendront l'allure d'un test national vu la nature de l'entreprise et sa place sur le marché espagnol.

Le 4 décembre. elle offre de manière dérisoire 19,1 % d'augmentation (soit 2 500 pesetas par mois) plus une gratification spéciale de 19 761 pesetas. Les 5, 6, 9, 10, 11, les travailleurs répondent par des arrêts de travail à Ramirez de Prado, Villaverde, Barajas, Mendez Alvaro, etc. À Tolède, le mouvement des cadences ralenties et le boycott des heures supplémentaires se poursuivent. À Santander, les ouvriers refusent le fonctionnement continu de l'usine sur deux tours, instituent le troisième tour par arrêt de travail de huit heures. Mais la direction refusera par la suite de modifier ses propositions. Les 13, 15, 16, 17, 18, la grève reprend avec plus d'ampleur. Trente provinces sont touchées à la fois et près de 20 000 travailleurs y participent.

Un appel à l'opinion publique internationale

Conscients des enjeux du conflit et de la nature de l'adversaire, les travailleurs de Standard, dans l'appel qu'ils viennent de lancer, déclarent notamment :

« Nous savons que derrière Standard, est ITT, que nous nous affrontons à une firme multinationale dont les pratiques internationales sont connues de tous (et si quelqu'un ne s'en souvient pas, qu'il se rappelle le Chili) […]. « Notre unité est très forte mais ITT l'est aussi. C'est l'heure de la solidarité […]. Nous nous adressons aux camarades qui travaillent dans les entreprises ITT du monde entier en leur demandant leur appui. Que la production qui ne sort pas de nos usines ne se fabrique pas plus ailleurs. Nous demandons leur solidarité économique ou de tout autre nature. » (Appel signé par Adolfo Pinedo, au nom des travailleurs de Standard, actuellement en prison).

rait jeter bas cet édifice fragile. En effet, face aux lenteurs tactiques et aux mesures limitées du gouvernement, les perspectives les plus claires semblent s'imposer d'elles-mêmes.

Le gouvernement parle d'élargir la loi sur les associations et il retarde les élections aux Cortès franquistes. La réponse c'est : le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et la convocation immédiate d'une assemblée constituante au suffrage universel.

Arias Navarro parle dans une interview à *Newsweek* d'autoriser les partis, puis il se reprend et parle seulement de « groupes ». En attendant, les militants ouvriers n'ont pas accès aux locaux syndicaux ; ils sont obligés de trouver asile dans les églises et restent passibles d'arrestation pour réunions illégales. Le mouvement ouvrier émerge divisé de la clandestinité, avec ses commissions ouvrières, ses délégués combatifs et les vieux syndicats, minoritaires qui refont surface (Uso, UGT, CNT).

La réponse c'est : la convocation d'un congrès syndical constituant unitaire et démocratique, auquel participeraient tous les organes de lutte de la classe.

Fraga Iribarne parle d'accorder un statut d'autonomie à la Catalogne et l'on ressort des tiroirs les statuts limités de 1932 et 1934. La réponse, c'est l'élection libre d'assemblées par nationalité (Catalogne, Galice, Euskadi) chargées d'assurer le libre exercice de leur droit à l'autodétermination.

Madrid, mercredi 21 janvier 1976

Rouge n° 332, 23 janvier 1976